



Un premier Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM) s'est tenu sous la présidence de Gabriel ATTAL le 11 mai.

Pour les Fédérations ministérielles, ce fut l'occasion de faire un état des lieux face à la crise actuelle. Cette dernière n'est pas finie et va, à l'évidence, laisser des traces profondes.

La réunion a également permis de porter les sujets et revendications que nous jugeons prioritaires, si l'on souhaite - vraiment - donner un horizon au dialogue social.

Pour **Solidaires Finances** (voir déclaration liminaire), ce fut aussi un temps de gravité pour souligner la profondeur de la défiance actuelle et émettre une alerte solennelle quant à l'état du climat social dans nos sphères bercyennes et, plus généralement, s'agissant de la situation dans le pays.

Du côté de Gabriel ATTAL ...

Sur la réforme des retraites, il a avancé l'inflexibilité (sic) des organisations syndicales. L'argument est osé... En matière « d'inflexibilité », nous reconnaissons bien volontiers la suprématie de champions toutes catégories, dont le number one est à chercher du côté de l'Élysée.

Par ailleurs, nous n'osons rappeler (en fait, si...) que cette réforme demeure rejetée par deux Français-es sur trois et neuf salarié-es sur dix.

S'agissant de Bercy, il a brassé un nombre (élevé...) de sujets.

✓ Il a souligné son attachement profond au dialogue social. Ça tombe bien, nous aussi ! Mais, au vu des derniers mois écoulés, on va attendre un peu avant de se prononcer...

✓ Il nous reproche un peu de ne pas porter à sa connaissance nos positions (re-sic!) sur des sujets importants, dont notamment la lutte contre la fraude. Sur ce sujet, nous avons rappelé au ministre que, dès le premier entretien bilatéral, **Solidaires Finances** a rappelé son attachement à ce thème, puis avait formalisé une demande de rendez-vous, demeurée sans réponse.

✓ Il reconnaît que, si 66 % des agents restent contents de travailler dans les rangs de Bercy, le dernier observatoire (prochainement diffusé aux organisations syndicales) montre des résultats en nette dégradation. Gabriel ATTAL en est peut-être surpris (ou pas...). Pas nous. Le ministre souhaite d'ailleurs interroger les agentes et les agents sur ce point, à commencer par celles et ceux de la DGFIP, puis de l'ensemble du ministère.

✓ Il souligne l'importance de la qualité de vie au travail et la nécessité de concilier vie au travail et vie personnelle. C'est ainsi qu'il veut lancer une expérimentation de la semaine de 4 jours au niveau de la DGFIP.

✓ Toujours à bloc, il veut lancer trois rounds de négociations : la protection sociale complémentaire (avec une contrainte dans le temps), la politique face au handicap et l'égalité femmes-hommes.

✓ Enfin, il revendique l'affichage de trois priorités : le dossier carrières et promotions (en commençant par un état des lieux), la sécurité des agentes et agents et l'éco-responsabilité.



Fort bien tout cela... **Solidaires Finances** peut même pousser l'esprit d'ouverture, jusqu'à partager une partie des priorités.

Mais la vraie question, et la seule qui vaille au fond, est de savoir si les priorités annoncées iront dans le bon sens, c'est-à-dire celui du renforcement du Service public et des missions, et de l'amélioration des droits et des conditions de travail de l'ensemble des agentes et agents du ministère.

Sur le fond, le ministre n'a fait aucune annonce précise hier, à l'exception peut-être de l'augmentation des emplois consacrés au contrôle fiscal à la DGFIP qui passeraient de 10 700 actuellement à 11 500 à la fin du quinquennat (soit 800 emplois supplémentaires, loin des 1 500 claironnés dans les médias). Le projet de loi Douanes soumis au parlement en mai-juin a droit quant à lui à un moment de vérité : « *le diable est dans les détails* ». Le temps des annonces passé, il n'est pas inutile de rappeler ici que ce fut plus souvent la déception qui fut au rendez-vous ces dernières années. La nouveauté est que ce sentiment est de plus en plus remplacé par l'écœurement chez de nombreux agentes et agents.

Dans l'art de la communication médiatique, Gabriel ATTAL est assurément un maître. Mais, pour **Solidaires Finances**, l'épreuve de vérité, ce sont les actes. Et même, pour être encore un peu plus précis, voire direct, d'enrayer ce qu'on peut quali-

fier de chute de Bercy. Car, même si le terme peut avoir quelque chose de choquant ou de vexant pour les têtes pensantes, il recouvre une réalité assez largement répandue chez les agentes et les agents, et autres observateurs, au vu de l'évolution du ministère et de la trajectoire des directions qui le composent. Nous en sommes là et bien là ! Et ce n'est pas la confirmation par le ministre d'une baisse globale des effectifs à la DGFIP et au ministère d'ici la fin du quinquennat qui viendra changer cette défiance.

Dans l'immédiat, et en guise de pistes de travail, nous renvoyons le ministre à la lettre signée par toutes les fédérations, notamment s'agissant des priorités qui doivent être consacrées dans la période.

Pour mémoire, il s'agit :

- ✓ **du chapitre rémunérations/carrières/promotions ;**
- ✓ **du devenir des missions**, avec toutes les conséquences en termes d'évolution des structures et du travail au quotidien ;
- ✓ **de la sécurité des agents.es ;**
- ✓ **des politiques ministérielles** (la santé/sécurité au travail et l'action sociale) ;
- ✓ **de « chantiers » spécifiques**, avec notamment la protection sociale et la convention FIPHFP.

Pour l'heure, l'analyse du moment est assez simple



- ✓ **au-delà des inclinaisons propres à chacun**, il y a, entre les fédérations représentées au ministère, une assez large communauté d'analyse des temps traversés. Ce signe est à méditer... Il est peut-être aussi le symbole que nous sommes collectivement assez proches de la réalité !
- ✓ **il ne faut pas se méprendre sur la gravité de l'instant.** Il y a une défiance profondément ancrée dans le pays. Et le fait de tourner la page tient plus de l'incantation que d'autre chose.
- ✓ **au-delà du dossier des retraites**, pour les agent-es des Finances, des axes clairs (rappelés ci-dessus) sont sur la table. Ils sont connus de toutes et tous.
- ✓ **pour l'heure**, nous sommes dans l'attente des réponses sur ces derniers. Et les agent.es (et nous-mêmes) jugeront sur pièces.

✓ **Une rencontre avec la Secrétaire générale du ministère** aura lieu dès lundi 15 mai. S'ensuivront deux mois qui devront être mis à profit afin de donner des gages concrets.

✓ **Un premier grand point d'étape devrait être utilement fait le 5 juillet prochain**, à l'occasion d'un nouveau CSAM. Parler d'un quitte ou double est un assez bon qualificatif, à notre sens, pour les échéances qui se dessinent.